

[en](#)

[Press release](#) | 31.03.2010

UE/ACP et situation à Madagascar

L'Union Européenne doit contraindre M.Rajoelina à reprendre le processus de Maputo

Réagissant dans le cadre de la 19e session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE à Ténériffe (Espagne) du 27 mars au 1er avril, **Michèle RIVASI**, eurodéputée du Groupe des Verts/ALE a estimé que:

"Les pays membres de l'Union européenne doivent agir pour contraindre M. Rajoelina à reprendre le processus de Maputo. Le pouvoir en place à Madagascar, illégitime et pointé du doigt par la communauté internationale, continue à bloquer le processus de Maputo. La situation politique, économique et sociale est à ce titre très préoccupante. Pourtant l'Union Africaine, en charge des négociations visant une sortie de crise rapide et le rétablissement d'un gouvernement démocratique et légitime, a mis en place des sanctions à l'égard des individus complices de ce blocage.

La suspension temporaire de l'aide internationale et européenne, représentant une part importante du PIB malgache et visant à mettre la pression sur M. Rajoelina, est une bonne mesure mais elle entraîne des effets collatéraux indésirables. En effet, pour faire face à cette situation financière désastreuse le pouvoir en place est en train de détruire à jamais un patrimoine inestimable, s'attaquant à ses parcs nationaux et coupant ses réserves de bois rare (bois de rose) afin de continuer à financer ceux qui apportent leur soutien au régime. Cette destruction est irréversible et empêche toute sortie de crise.

Ces bois exotiques sont importés par des compagnies étrangères et notamment européennes : nos pays sont donc responsables du statu quo dont sont victimes les citoyens malgaches.

Nous nous félicitons des positions portées par le Ministre des affaires étrangères espagnol M. Moratinos, présent à l'occasion de l'ouverture de la XIXème session de l'Assemblée Parlementaire Paritaire (APP). Alors que ce dernier a promis de mettre les sanctions politiques à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres des affaires étrangères des européens - en suivant la position de l'Union Africaine - il appartient aux gouvernements des Etats membres d'agir individuellement pour mettre fin au commerce illégal.

Les gouvernements européens doivent contraindre les entreprises européennes impliquées dans ce trafic à cesser leurs activités, afin que l'achat de ce bois illégal ne continue pas à financer l'activité d'un gouvernement illégitime".

Recommended

Press release

salvador-rios-tkkOCi1Wgx0-unsplash



[DSA: European Commission opens investigation against G...](#)

26.01.2026

Press release

artin-bakhan-unsplash



[The European Parliament stands with the people of Iran](#)

22.01.2026

Press release

darla-hueske-TthIOdvmrVk-unsplash



[Mercosur: European Parliament refers deal to Court of ...](#)

21.01.2026

Press release

alexandru-bogdan-ghita-unsplash



[European Parliament stands up for air passenger rights...](#)

21.01.2026

Please share

[•E-Mail](#)